

d) Présentation générale de l'exploitation :

<p>Grandes cultures : (préciser)</p> <p>Productions animales :</p> <ul style="list-style-type: none"> - bovins-ovins viande : - porcins – aviculture : <p>Autres : (préciser)</p>	<p>SAU :</p> <p>Nb mères :</p> <p>Production annuelle :</p> <p>Taille ou volume de production :</p>	<p>Préciser le mode de commercialisation des produits et l'engagement éventuel en production sous signe d'identification de la qualité et de l'origine :</p>
---	---	--

CARACTERISTIQUES DU PROJET**a) Eléments concernant le projet :**

Type de production transformée concernée par le projet (*les ateliers de transformation du lait ne sont pas éligibles*) :

- bovin ovin-caprin porcine
 lapin volaille (y compris palmipèdes à foie gras) caves particulières (conditionnement, stockage)
 apiculture petits fruits autres : préciser

S'il s'agit d'une construction neuve, êtes-vous propriétaire du terrain d'implantation du bâtiment ?

- oui non (si non veuillez joindre l'attestation complétée par le propriétaire, y compris lorsque le propriétaire est associé-exploitant)

Lieu des travaux : Identique à la localisation du siège de l'exploitation

Sinon, merci de préciser l'adresse : _____

Département |__|_| Commune |__|_|_|_|_| lieu dit : _____

b) Description des travaux et du projet :

- construction neuve extension d'un bâtiment existant rénovation d'un bâtiment existant

Veuillez indiquer la surface construite et ou rénovée : _____ m²

Déroulement du projet :

Date prévue de début de projet : ___/ 20___ (mois, année) date prévue de fin de projet : ___/ 20___ (mois, année)

Description précise du projet envisagé :

Réglementation sanitaire : agrément CEE dispense d'agrément autre (préciser) :

Equipements intérieurs :

Equipement de traitement des effluents :

Autres :

c) Vérification du critère communautaire lié à l'amélioration du niveau global des résultats de l'exploitation à partir des résultats prévisionnels de l'exploitation

Si vous avez une comptabilité :

(en euros)

	Valeur de l'année précédente	Valeur prévisionnelle après réalisation du projet (en année de croisière)
Annuité emprunts moyen et long terme de l'exploitation		
Produit d'exploitation : ventes + primes		
Excédent brut d'exploitation (EBE)		

Si vous n'avez pas de comptabilité :

(en euros)

	Valeur de l'année précédente	Valeur prévisionnelle après réalisation du projet (en année de croisière)
Annuité emprunts moyen et long terme de l'exploitation		
Produit d'exploitation : ventes + primes		
Solde d'exploitation : recettes – dépenses		

DEPENSES PREVISIONNELLES

Veuillez indiquer le montant global de votre projet : _____ € HT

Investissements	Montant HT (€) des devis	Entreprises/ fournisseurs	Cadre réservé à l'administration
Création ou aménagement du bâtiment :			
Réseaux divers			
Terrassements, fondations			
Gros œuvre, maçonnerie, bardage			
Electricité, plomberie			
Matériels et équipements fixes :			
Prestation de conception et de maîtrise d'œuvre, diagnostics éventuels :			
TOTAL :			

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DU PROJET

Financiers sollicités	Dépense subventionnable	Taux d'aide	Montant en €
Aides attendues de la Région			
Aides attendues du FEADER			
Aides attendues du Département			
Aides attendues de l'Etat			
Equivalent de subvention (si prêt à taux bonifié)			
Sous total financement public			
Emprunt			
Autre (prêt à taux bonifié, ...)			
Auto - financement			
Sous total financement privé			
TOTAL général = coût global du projet			

ENGAGEMENTS DU DEMANDEUR

(cocher les cases ci-dessous)

Je demande (nous demandons) à bénéficier des aides au investissements de transformation fermière des produits.

Je déclare (nous déclarons) et atteste (attestons) sur l'honneur :

- ne pas avoir commencé l'exécution de ce projet,
- ne pas avoir sollicité une aide autre que celles indiquées sur ma demande sur le même projet et les mêmes investissements,
- avoir pris connaissance des points de contrôle, des règles de versement des aides et des sanctions encourues en cas de non-respect de ces points.
- l'exactitude des renseignements fournis dans le présent formulaire et les pièces jointes concernant ma (notre) situation et concernant le projet d'investissement.
- être à jour de mes cotisations sociales et fiscales (y compris redevance émise par l'Agence de l'eau),
- n'avoir fait l'objet d'aucun procès-verbal dressé dans l'année civile qui précède la date de dépôt de ma demande au titre des points de contrôle des normes minimales attachées à l'investissement aidé,
- le cas échéant, avoir obtenu de la part du propriétaire du terrain sur lequel la ou les implantations sont projetées, l'autorisation de réaliser ces aménagements (haies, ou travaux exécutés sur le site de l'exploitation) en application de l'article L 411-73 du code rural,
- respecter les conditions d'âge au 1^{er} janvier de l'année de dépôt de ma demande (au moins 18 ans et moins de 60 ans),
- le cas échéant, que les associés exploitants détiennent plus de 50 % du capital social,
- respecter les normes minimales attachées à mon projet (vous reporter à la notice d'information),
- ne pas avoir antérieurement obtenu d'aide pour le même projet,

Je m'engage (nous nous engageons), sous réserve de l'attribution de l'aide :

- à détenir, conserver, fournir tout document ou justificatif permettant de vérifier la réalisation effective de l'opération, demandé par l'autorité compétente, pendant 10 années,
- à informer le guichet unique de toute modification de ma (notre) situation, de la raison sociale de ma (notre) structure, de mon(notre) projet ou de mes (nos) engagements ;
- à me soumettre à l'ensemble des contrôles administratifs et sur place qui pourraient résulter de l'octroi d'aides nationales et européennes,
- à ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet, d'autres crédits - nationaux ou européens -, en plus de ceux mentionnés dans le tableau « financement du projet » ;
- à apposer sur mon bâtiment une plaque explicative lorsque l'action menée implique un investissement d'un montant total supérieur à 50 000 euros, à installer un panneau sur les sites des infrastructures dont le coût total dépasse 500 000 euros. Cette plaque explicative / ce panneau comprennent : le logo européen, la mention : « Fonds européen agricole pour le développement rural : l'Europe investit dans les zones rurales », ainsi qu'une description du projet. Ces éléments relatifs à la publicité de la participation européenne doivent occuper 25 % de la plaque ;
- à poursuivre mon (notre) activité agricole au sens de l'article L311-1 du Code rural et tout particulièrement mon (notre) activité d'élevage ayant bénéficié de l'aide pendant une période de cinq années à compter de la date de signature de la décision d'octroi de la subvention ;
- à maintenir en bon état fonctionnel et pour un usage identique les constructions ayant bénéficié des aides pendant une durée de cinq ans à compter de la date de signature de la décision d'octroi de la subvention , à ne pas revendre le matériel subventionné pendant une durée de cinq ans à compter de la date de signature de la décision d'octroi de la subvention ;
- à respecter les normes minimales dans le domaine de l'environnement et de l'hygiène attachées à l'investissement objet de l'aide,

Je suis informé(e) (nous sommes informés) qu'en cas d'irrégularité ou de non-respect de mes (nos) engagements, le remboursement des sommes perçues sera exigé, majoré d'intérêts de retard et éventuellement de pénalités financières, sans préjudice des autres poursuites et sanctions prévues dans les textes en vigueur.

Je suis informé(e) (nous sommes informés) que, conformément au règlement communautaire n°1974/2006, annexe 6, paragraphe 2 .1 l'Etat publiera au moins une fois par an, sous forme électronique ou sous une autre forme, la liste des bénéficiaires recevant une aide du FEADER dans le cadre du programme de développement rural hexagonal, l'intitulé des actions et le montant des fonds publics qui sont alloués à ces actions. Cette parution se fait dans le respect de la loi « informatique et liberté » (loi n°78-17 du 6 janvier 1978).

LISTE DES PIÈCES JUSTIFICATIVES A FOURNIR A L'APPUI DE VOTRE DEMANDE

Pièces	Pièce jointe	Sans objet
Exemplaire original de la demande complété et signé	<input type="checkbox"/>	
Devis estimatifs détaillés des travaux ou investissements (classés par type d'investissement)	<input type="checkbox"/>	
Relevé d'identité bancaire (ou copie lisible)	<input type="checkbox"/>	
Attestation de la MSA justifiant que l'activité agricole est exercée à titre principal	<input type="checkbox"/>	
Plan des aménagements intérieurs du projet	<input type="checkbox"/>	
Plan de situation géographique du projet	<input type="checkbox"/>	
Plan de masse	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Arrêté de permis de construire ou déclaration de travaux	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autorisation du propriétaire, le cas échéant	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Certificat de Conformité JA (CJA) mentionnant la date d'installation effective	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Pour les formes sociétaires :		
Extrait K-bis ou exemplaire des statuts	<input type="checkbox"/>	
Attestation du nombre de part(s) GAEC (nombre d'exploitation regroupées)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Afin de faciliter mes démarches auprès de l'administration,

j'autorise

je n'autorise pas ⁽²⁾

l'administration à transmettre l'ensemble des données nécessaires à l'instruction de ce dossier à toute structure publique chargée de l'instruction d'autres dossiers de demande d'aide ou de subvention me concernant.

⁽²⁾ Dans ce cas, je suis informé qu'il me faudra produire l'ensemble des justificatifs nécessaires à chaque nouvelle demande d'aide. Toutefois, cette option ne fait pas obstacle aux contrôles et investigations que l'administration doit engager afin de procéder aux vérifications habituelles découlant de l'application des réglementations européennes et nationales.

Fait à _____ le _____

Signature(s) du demandeur :

(du gérant en cas de formes sociétaires et de tous les associés pour les GAEC)

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à instruire votre dossier de demande d'aide publique. Conformément à la loi «informatique et libertés» du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent. Si vous souhaitez exercer ce droit, veuillez vous adresser au guichet unique du département du siège de votre exploitation.